



L'Energy Charter Treaty (ECT) bloque la transition énergétique. La Suisse doit dénoncer ce traité

L'Energy Charter Treaty (ECT) – aussi appelé, en français, Charte européenne de l'énergie – est un traité international de protection des investissements dans le secteur de l'énergie. Il permet aux entreprises de poursuivre les États en dommages et intérêts si des mesures politiques – par exemple en faveur de la protection du climat – réduisent leurs attentes en matière de bénéfices. De nombreuses plaintes de ce type ont déjà été acceptées, ce qui a coûté des milliards aux États du monde entier et bloqué les réformes de la politique climatique. Alors que l'Union européenne et des États comme l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Pologne et le Royaume-Uni ont décidé de se retirer du traité, le Conseil fédéral prévoit – à contre-courant de cette tendance internationale – d'en signer la version modernisée. Cette modernisation ne change rien au problème fondamental du traité et est incompatible tant avec l'Accord de Paris sur le climat qu'avec la loi sur le climat et l'innovation.

Le PS Suisse réitère sa position :

1. **L'ECT met en péril les politiques climatiques efficaces.** Les États qui prennent des mesures ambitieuses pour sortir des énergies fossiles s'exposent au risque d'actions en justice à hauteur de plusieurs milliards destinées à protéger les investisseurs. Ce « frein à la régulation » contrecarre tous les efforts déployés en faveur d'une transition énergétique socialement équitable.
2. **Si elle ne se retire pas de l'ECT, la Suisse s'isolera sur la scène internationale.** Alors que nos principaux partenaires européens quittent le traité, le Conseil fédéral veut en signer la version modernisée – une mauvaise décision en matière de politique énergétique et climatique ainsi que de géopolitique.
3. **L'ECT sert les intérêts des grands groupes fossiles au détriment de la collectivité.** Des entreprises suisses comme Glencore ou l'entreprise de production énergétique tessinoise AET utilisent elles aussi l'ECT pour poursuivre des États en justice à cause de mesures de politique climatique. Le traité préserve les intérêts des grands groupes d'entreprises au détriment de l'intérêt général.

Le PS Suisse soutient les efforts visant à créer une large alliance appelée à informer sur les dangers du traité. Si le Parlement devait approuver la ratification de l'ECT modernisé avec les éléments clés présentés ici, le PS soutiendrait un référendum. Le traité est un fossile en matière de politique énergétique et climatique. La Suisse doit le dénoncer immédiatement.